

En Afghanistan, silence on meurt

mardi 8 mars 2022, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2022).

Selon l'ONU, 97 % de la population afghane vit présentement sous le seuil de la pauvreté.

De ce nombre, 23 millions d'Afghans et d'Afghanes (55 % de la population) sont présentement à risque, menacés quotidiennement par la famine. À Kaboul et dans les grandes villes, des tas de gens sont tellement affaiblis qu'ils ne peuvent même pas se mettre en ligne pour recevoir des aides d'urgence. La situation est pire encore dans les régions rurales, où, faute d'approvisionnements et de transport, face au rude hiver afghan, la mort frappe encore plus rapidement les plus vulnérables (enfants, personnes âgées), ainsi que les millions d'Afghans déplacés par la guerre, entassés dans des camps sordides où le fioul pour se chauffer devient introuvable. Dans ce qui reste d'infrastructure médicale, on ne peut plus soigner les gens. Selon Rein Paulsen, le directeur de la FAO, la crise dans le monde rural est fortement aggravée du fait d'une terrible sécheresse, qui frappe 25 des 34 provinces du pays.

L'aide internationale asséchée

Jusqu'à l'arrivée des talibans au pouvoir, environ 75 % des ressources financières pour pourvoir aux besoins du pays venaient de l'extérieur. Aujourd'hui, ces fonds ont été immédiatement suspendus en phase avec les menaces de sanctions imposées par les États-Unis contre tous ceux qui oseraient « collaborer » avec les talibans. Parallèlement, les actifs détenus par la Banque nationale d'Afghanistan, localisés dans la Banque fédérale de réserve à New York (plus de dix milliards de dollars), ont été saisis et restent sous le contrôle de Washington. Présentement, il est impossible pour des entités extérieures d'effectuer des transactions vers l'Afghanistan, ce qui conduit à l'implosion du système bancaire, où des centaines de milliers de personnes et d'entreprises n'ont plus accès à leur compte bancaire. Pour le moment, la Banque mondiale a eu l'autorisation de déboursier 280 millions de dollars, dont la plus grande partie était gelée dans les comptes du Programme alimentaire mondial et de l'UNICEF. Une aide directe aux familles provient au compte-gouttes des réseaux de la diaspora afghane appuyés par quelques braves ONG qui travaillent dans une zone grise, où ce qui est toléré n'est pas vraiment clair. Sur le plan global, il faudrait, au bas mot, plus de 4,4 milliards de dollars d'aide d'urgence pour arrêter l'effondrement actuel et recommencer à reconstruire en 2022.

L'urgence d'agir

Des ONG d'un peu partout dans le monde essaient de se concerter pour alarmer l'opinion. La « saisie » par Washington des fonds de la Banque nationale d'Afghanistan va devenir une des priorités de cette campagne en train de prendre forme un peu partout. Cette « logique » perverse à l'œuvre aux États-Unis consiste à vouloir « punir » les Afghans, « coupables » aux yeux de l'establishment américain d'avoir « laissé » les talibans s'emparer du pouvoir. Il y a quelques années, les États-Unis avaient agi de la même manière en « punissant » la population de l'Irak et de la Palestine, ce qui avait conduit à des milliers de victimes. En allant à contresens de la perspective humanitaire qui inspire les agences depuis des décennies, l'appui aux populations ne doit jamais prendre une posture partisane. Dans la pratique d'ailleurs, les ONG ont démontré qu'on pouvait agir

même dans des conditions hostiles, où les autorités locales tentaient d'exercer leur influence. Par les multiples canaux existant entre les sociétés civiles et les circuits commerciaux, on peut acheminer des aides en première ligne.

Ceux et celles qui connaissent l'Afghanistan ont peu d'illusions face au nouveau pouvoir compte tenu des expériences passées, y compris lorsque les talibans ont gouverné le pays, avec l'appui des États-Unis, au début des années 1990. Certains « assouplissements » apparaissent avec la promesse des autorités talibanes de remettre en place l'éducation pour les filles, selon des conditions à venir et en respect avec leurs principes, affirment-ils. Entre-temps, cela permet à des groupes d'Afghanes de mettre en place, directement sur le plan local, toutes sortes d'initiatives. Ces réseaux sont souvent animés par des féministes afghanes, avec qui les ONG étaient en contact ces dernières années.

Parallèlement, il appert finalement que le pouvoir taliban n'est pas aussi étanche qu'il y paraît, en partie à cause de la crise actuelle. Des « technocrates » issus du précédent régime reviennent sur la scène, dont le ministre adjoint des finances, Nazir Kabiri, reconfirmé dans ses fonctions par les talibans, probablement parce qu'il est le seul à pouvoir établir un plan d'urgence et à le négocier. Les États-Unis et leurs proches alliés, à commencer par le Canada, seraient bien avisés de sortir de leur torpeur dont les effets aggravent l'effondrement actuel pour mettre en place, sous l'égide de l'ONU, des mécanismes permettant de rouvrir les flux de l'aide, à l'abri des sanctions ou des menaces de sanctions qui proviennent de Washington. On ne peut pas fermer les yeux sur la catastrophe actuelle. Ce n'est pas au peuple afghan de payer pour les désastres politiques qui se sont succédé depuis plus de trente ans.

Pierre Beudet

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Le Devoir

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/677658/pauvrete-en-afghanistan-silence-on-meurt>